Jean-Pierre Sueur a sollicité le mardi 31 mars auprès de Bernard Fragneau, l'organisation en urgence d'une réunion de la commission de suivi de revitalisation de l'entreprise Gemalto.

Après avoir rappelé les conditions « hautement contestables » dans lesquelles le groupe Gemalto avait décidé de fermer l'entreprise de Saint Cyr en Val avant de recevoir le prix du « meilleur rendement boursier », Jean-Pierre Sueur écrit dans son message au Préfet : « À la suite de cette fermeture, une convention de revitalisation a été mise en place et une commission de suivi a été créée par votre prédécesseur. Celle-ci s'est réunie à plusieurs reprises et a notamment été saisie d'un plan de réindustrialisation dont la principale mesure a été de favoriser l'arrivée sur le site d'une entreprise du groupe « Bleu Capital ».

Or, nous avons appris que le dirigeant de ce groupe avait annoncé aux salariés vendredi dernier la perspective d'une cessation de paiement qui pourrait se traduire par la fermeture de cette nouvelle entreprise et donc le licenciement de salariés qui avaient déjà été licenciés de chez Gemalto.

Vous comprendrez dans ces conditions l'incompréhension, le désarroi et même l'écœurement des salariés concernés auprès de qui on avait fait amplement miroiter les bienfaits de la « réindustrialisation ».

C'est pourquoi il me paraît essentiel que la commission de suivi de la convention de réindustrialisation de l'ex entreprise Gemalto puisse être réunie dans les meilleurs délais afin d'examiner la situation ainsi créée.

Il me paraît extrêmement souhaitable qu'outre les dirigeants du groupe Gemalto, les responsables de l'entreprise « Bleu Capital » soient conviés à cette réunion ».